

«La neutralité ne tolère aucun compromis»

par Jacques Baud,* Bruxelles

(CH-S) Le 29 août 2026, la manifestation nationale «Pour la neutralité et la paix» a eu lieu sur la Place fédérale à Berne, rassemblant plus de 1000 participants. Jacques Baud était l'un des onze intervenants de cet événement. Son discours a été retransmis en direct depuis son domicile à Bruxelles et pouvait être suivi sur grand écran.¹

Je m'appelle *Jacques Baud*, je suis un ancien membre du *Service de renseignement stratégique suisse* et colonel d'état-major général. J'aurais préféré être parmi vous aujourd'hui à Berne, mais je suis prisonnier de l'Union européenne à Bruxelles.

Le 15 décembre 2025, j'ai été sanctionné pour avoir exercé ma liberté d'expression. Depuis lors, je ne suis plus autorisé à quitter la Belgique, pas même pour rendre visite à ma famille en Suisse. Je n'ai pas accès à mes comptes bancaires et je ne survise que grâce à l'aide de mes amis ici à Bruxelles, qui m'apportent de quoi manger. J'ai pu survivre jusqu'à fin juin 2026 grâce à une dérogation humanitaire, mais celle-ci a désormais expiré et, depuis le 1^{er} juillet, je ne bénéficie plus de cette possibilité.

«Je n'ai plus accès à mes comptes bancaires»

Je ne peux plus acheter de nourriture; depuis environ deux mois, je suis sans ressources, je n'ai plus accès à mes comptes bancaires, bien qu'il y ait de l'argent sur mon compte, mais je ne peux pas y accéder. De plus, la *Baloise Assurances* en Suisse et *Swisscard American Express* ont résilié mes contrats sans justification, et l'UBS a restreint l'accès à mes comptes bancaires en Suisse – alors même que la Suisse a expressé-



Jacques Baud en direct depuis son domicile à Bruxelles.
(Capture d'écran d'une vidéo)

ment refusé d'appliquer les sanctions européennes dans mon cas.

Je tiens à rappeler que je n'ai enfreint aucune loi, ni en Belgique ni en Europe. Je n'ai jamais été traduit en justice, je n'ai jamais été entendu par un tribunal et on ne m'a jamais donné la possibilité de me défendre devant un tribunal avec l'aide d'un avocat.

L'UE m'attribue des propos que je n'ai jamais tenus et qu'elle ne peut donc pas prouver. Il n'existe aucun rapport secret ni rapport des services de renseignement attestant le moindre lien entre moi-même et la Russie, car je n'en ai aucun. Nos autorités sont pleinement conscientes de cette situation, mais notre gouvernement s'est rangé du côté de l'UE.

«Notre gouvernement s'est rangé du côté de l'UE»

A l'exception d'une note de protestation datée du 9 janvier – quelques jours après la publication d'un article dans la «Weltwoche» sur ma situation, d'ailleurs –, le gouvernement suisse n'a rien entrepris. Il n'a rien fait d'autre pour intervenir auprès de l'UE. Il semble même que le DFAE [Département fédéral des Affaires extérieures] ait approuvé mon inscription sur la liste des sanctions avant même le 15 décembre de l'année dernière.

* *Jacques Baud* est colonel à la retraite de l'état-major général de l'armée suisse et a travaillé pour le Service de renseignement stratégique suisse. A Bruxelles et en Ukraine, il a occupé pendant plusieurs années diverses fonctions pour le compte de l'OTAN. Il a également été en mission pour l'ONU dans plusieurs pays africains, notamment en tant que conseiller pour la sécurité des camps de réfugiés dans l'est du Zaïre pen-

dant la guerre du Rwanda. Il s'est également fait connaître en tant qu'initiateur du *Centre international de déminage humanitaire de Genève* (CIGHD) et est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur les services de renseignement, la guerre asymétrique, le terrorisme et la désinformation, ainsi que sur les zones de crise actuelles en Ukraine et au Proche et Moyen-Orient.

Les journalistes de la SRF, de la RTS, de la «Tribune de Genève», du «Blick» et de la «Neue Zürcher Zeitung» se sont réjouis de ma situation. Voilà pour leur conception de la démocratie. – Tel est ma situation personnelle.

Permettez-moi de continuer en français pour aborder la question de la neutralité. Contrairement à ce qu'affirment les opposants à l'initiative, la question de la neutralité va bien au-delà des sanctions contre la Russie. De plus, il n'est pas même certain que l'initiative ait un impact précisément sur ces sanctions-là. La question est bien plus vaste.

«Sur la carte du monde, notre pays est à peine visible»

Il en va de l'avenir de notre pays. Sur la carte du monde, notre pays est à peine visible – et pourtant, il compte parmi les plus connus et les plus respectés. Cela ne tient ni au chocolat ni à nos montres, mais au fait qu'il s'agit du pays le plus fiable. C'est la crédibilité qui découle de sa neutralité qui fait sa grandeur.

Je l'ai moi-même constaté. Même lors des missions de l'ONU, la croix suisse figurant sur le drapeau revêt une importance plus grande que celle du drapeau de l'ONU pour inciter les parties au conflit à dialoguer.

La neutralité repose sur la crédibilité et la confiance qu'elle inspire. La crédibilité et la confiance sont deux phénomènes qui existent ou n'existent pas. On ne peut pas être à moitié crédible ni à moitié digne de confiance. La fiabilité de la neutralité est une composante indispensable de sa crédibilité.

Tout comme il existe différentes interprétations de la démocratie, il existe également différentes interprétations de la neutralité. La France se considère comme un modèle de démocratie. Mais du point de vue d'un Suisse, elle ressemble plutôt à une monarchie.

La Suède faisait également partie des pays neutres d'Europe. Et pourtant, elle n'a jamais eu le rayonnement politique dont jouit notre pays. Tout simplement parce que ceux qui nous ont précédés en Suisse ont compris que ni la démocratie ni la neutralité n'admettent de demi-mesures. On ne peut pas être à moitié démocratique ou à moitié neutre. On ne peut pas être neutre un jour et ne plus l'être le lendemain. C'est cette pratique cohérente de la neutralité qui a fait de la Suisse un pays dont le drapeau est res-

pecté dans le monde entier. C'est ce qui a fait de nous ce que nous sommes.

La neutralité a fait de nous ce que nous sommes

C'est cette attitude qui favorise le dialogue, qui a toujours fait partie de notre démocratie. Nous ne cherchons pas à juger ni à condamner, mais à comprendre et à trouver des solutions. La *Déclaration de Vienne* du 20 mars 1815 stipule:

La neutralité et la viabilité de la Suisse, ainsi que son indépendance vis-à-vis de toute influence étrangère, sont dans le véritable intérêt de la politique de l'Europe tout entière.

En d'autres termes: la neutralité n'est pas un moyen de se tenir à l'écart des conflits d'autrui, mais un moyen d'aider les autres à les résoudre. Ce principe est à l'origine de notre neutralité armée. En nous défendant, nous ne défendons pas seulement notre territoire, mais nous avons également constitué un obstacle à la guerre entre les grandes puissances européennes. Nous avons hérité de cette responsabilité au sein de l'Europe, qui consiste à préserver notre neutralité en tant que contribution à la sécurité européenne.

Il est donc important de bien retenir ceci: c'est la neutralité elle-même qui constitue notre contribution – et non pas seulement son application dans le cadre de la politique des bons offices et d'autres actions similaires que nous pourrions mener. Aujourd'hui, bien sûr, nous ne sommes plus en 1815. Notre topographie a en grande partie perdu son rôle stratégique. Mais la Suisse, d'un point de vue moral et politique, a conservé ce rôle.

Aujourd'hui, c'est à nous, à la Suisse, qu'il revient de préserver notre territoire indépendamment de toute influence étrangère. Tout comme à la *Landsgemeinde*: ceux qui votaient devaient porter une épée pour pouvoir défendre leur idée. Notre pays doit disposer d'une armée pour défendre ses positions.

«La neutralité ne tolère aucun compromis»

La neutralité ne tolère aucun compromis. Elle doit être absolue et sans exception. Pourquoi serions-nous neutres dans un conflit et pas dans un autre? Comment pouvons-nous convaincre nos partenaires de notre sincérité si notre neutralité vacille?

Certains pensent que la neutralité peut être temporaire ou s'adapter en fonction de la situa-

tion. C'est faux. Soit on est neutre, soit on ne l'est pas. La neutralité fait partie de notre culture. Elle nous oblige à prendre davantage de recul face aux conflits et aux crises. Ce recul nous a apporté plus de sérénité dans le débat politique entre les pays. Cette sérénité se reflète également dans notre propre débat démocratique et contribue à la stabilité de notre pays.

Chez nos voisins, la politique intérieure est profondément divisée par l'intolérance, le clientélisme et le fanatisme. Ils ont perdu la crédibilité dont ils jouissaient autrefois. Voulons-nous vraiment imiter ce modèle? Renoncer à la neutralité, telle qu'elle a été pratiquée tout au long du XX^e siècle, revient à renoncer à l'âme de la Suisse.

Le *Comité international de la Croix-Rouge* respecte strictement la neutralité. C'est efficace et cela inspire le respect. Le CICR s'inspire de la neutralité suisse. Aujourd'hui, c'est à la Suisse de s'inspirer du modèle du CICR.

Comme je l'ai déjà dit, la neutralité n'est pas un moyen de rester en dehors des conflits. C'est un moyen d'aider nos voisins et nos partenaires à les résoudre.

Renoncer à la neutralité, c'est renoncer à l'âme de la Suisse

Dans les années 1960, les Américains se méfiaient de la neutralité suisse et déclaraient, comme l'a fait plus tard le président américain *George W. Bush*: «Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous». Nous avons néanmoins réussi à nous affirmer tout au long de la guerre froide.

C'est précisément en Suisse que se sont déroulés les plus grands rapprochements entre l'Est et l'Ouest. Lorsque je travaillais au sein des services de renseignement, les services amis – c'est-à-dire les services occidentaux – respectaient nos analyses précisément parce qu'elles étaient indépendantes. Elles jetaient alors un éclairage différent sur le monde.

Aujourd'hui, nous vivons dans un monde où les relations internationales sont enfermées dans un cadre binaire. Elles sont de plus en plus polarisées, et nos responsables politiques craignent de ne plus être sur la même longueur d'onde. La

diplomatie occidentale a été largement remplacée par une politique de pression. Nos grands voisins n'ont plus de politique étrangère. Ils vivent dans un jeu permanent de rapports de force et mènent une politique de la canonnière.

«Nous préférons condamner plutôt que de résoudre les problèmes»

Des personnalités sans caractère, incapables de s'imposer par leur intelligence et leur finesse, tentent de s'imposer par la force. Les relations internationales sont devenues plus radicales, plus polarisées et plus violentes qu'au temps de la Guerre froide.

Nous préférons condamner plutôt que de résoudre les problèmes. Mais les condamnations ne résolvent rien. Nos autorités se sont montrées incapables de convaincre nos voisins que la neutralité pourrait leur être profitable. On constate aujourd'hui que les Européens n'ont aucune issue au conflit en Ukraine et sont condamnés à une escalade.

La Suisse aurait pu offrir cette issue. Mais pour cela, il faut être crédible aux yeux de tous. Et quand je dis «tous», je veux dire vraiment tous. Notre contribution à ce monde en mutation ne consiste pas à nous rallier à des positions de plus en plus radicales, mais à montrer que nous misons sur le dialogue.

«Utiliser la neutralité pour jeter des ponts»

Il y a suffisamment de pays qui s'acharnent à creuser des fossés là où la contribution de la Suisse est insignifiante. Ce n'est pas en imitant les autres qu'on se démarque, mais en utilisant la neutralité pour jeter des ponts. C'est ainsi que nous pourrions jouer un rôle non seulement plus visible, mais aussi plus constructif et plus honorable.

Sauvegardons notre neutralité!

Vive la Suisse, merci!

Source: Message vidéo à l'occasion du rassemblement national «Pour la neutralité et la paix» du 29 août 2026 sur la Place fédérale à Berne.

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ Cf. <https://www.youtube.com/watch?v=FsdJ-ZErYNY&t=66s>